

EDITORIAL

De l'eau dans un panier ?

Jean-Paul Harroy

L'autre jour, devant moi, un « esprit fort » se posait des questions.

Il comparait avec amertume, d'une part, ce que les agronomes tropicaux savent déjà — et souvent depuis très longtemps —, ce qu'il faudrait faire pour écarter pendant quelques décennies encore, malgré le cauchemar démographique, toute famine du tiers monde, et, de l'autre, ce qui est effectivement mis en œuvre de nos jours sur le terrain.

Puisque, disait-il, à peine quelques pour-cent des acquis actuels de la science agronomique tropicale moderne contribuent à améliorer les dérisoires rendements de l'agriculture extensive ancestrale des paysanneries intertropicales, y aurait-il vraiment grand mal à cesser d'enrichir encore ce pléthorique arsenal scientifique par de nouvelles recherches coûteuses qui ne débouchent souvent que sur des possibilités d'amélioration sophistiquées, plus encore hors de la portée du paysan que ce qui lui est proposé aujourd'hui ?

Sa conclusion désabusée, bien sûr, se réfutait d'elle-même.

La poursuite de la recherche agronomique tropicale fondamentale, en région tempérée comme *in situ*, même si l'on devait renoncer à tendre vers de nouveaux progrès, s'impose évidemment à priori rien que pour assurer la conservation et la transmission des connaissances aujourd'hui acquises. Seule cette poursuite des recherches fondamentales en cours permettrait qu'il continue à y avoir des « experts » capables de recherches appliquées et d'application dans les terroirs locaux.

D'autre part, la proposition défaitiste de l'esprit fort ne pourrait à la rigueur valoir que pour les zones de crise, hélas partout en extension, où le « better farming » devient de plus en plus illusoire. Mais il reste heureusement encore, à côté de ces plages sinistrées, de vastes zones intertropicales — déjà menacées, bien sûr, par le surpeuplement — où des découvertes récentes (Borlaugh, C.G.I.A.R., etc.) ont ouvert la voie à des « révolutions vertes » incontestablement bénéfiques, même si leurs retombées n'ont souvent guère profité au paysan pauvre et si leur mise en œuvre — la nature ne fait rien avec rien — a fréquemment fait payer la réussite de leurs augmentations de rendement par le pernicieux épuisement de certains indispensables microcomposants des sols exploités.

Mais les lecteurs d'*Agri-Overseas* sont certainement parmi les mieux placés pour connaître les deux blocages que leurs efforts d'apport de techniques améliorées ont rencontré dans leurs meilleurs projets : 1° pendant l'exécution du projet, l'indispensable aide des autorités politiques locales est à tous égards (collaboration, stimulation, information, fourniture d'homologues valables, etc.) nettement déficiente quand elle n'est pas franchement ou sournoisement négative et 2° après la fin du projet, son sevrage signifie presque toujours la mort du nourrisson.

Comment, dans ces conditions, ne pas un peu comprendre et même excuser notre « esprit fort » dont la prémisse fondamentale, et irréfutable, est que l'épouvantable drame alimentaire qui torture de plus en plus tragiquement le tiers monde, et surtout l'Afrique, est essentiellement d'origine politique.

Si perfectionnée soit-elle, la technique ne peut rien, en effet, si une volonté politique énergique et continue ne crée pas au ras du sol les conditions nécessaires pour qu'elle puisse être utilisée de façon efficace et durable.

Or, dans de nombreux pays intertropicaux, malgré quelques déclarations officielles sur la « priorité des priorités », semblable volonté, sinon manque totalement aux dirigeants nationaux assiégés par les pressions et les soucis dans leurs mégalo-poles-poudrières, du moins ne dispose entre pouvoir central et paysannerie d'aucun relais politique, administratif, économique et social valable, qui puisse lui permettre de se faire sentir au niveau des campagnes.

Quand il n'est pas, de surcroît, dans un pays où même la sécurité publique fait défaut, le paysan intertropical est, en effet, presque partout opprimé par un dominant politique ou administratif, par un propriétaire foncier, par un créancier, par un commerçant intermédiaire, par son groupe familial, par d'autres encore, et de ce fait il manque de la motivation la plus élémentaire pour accepter les conseils de ceux — souvent étrangers — qui le poussent à améliorer ses façons culturales et à recourir aux intrants, ce qui impliquerait de sa part de travailler davantage, même quand les meilleures conditions d'assistance et d'encadrement lui sont offertes.

L'indispensable intensification de l'agriculture intertropicale, principalement vivrière puisque la famine est aux portes, est donc très loin de ce qu'elle devrait et pourrait être, compte tenu, surtout, des deux calamités qui en tous lieux accentuent encore inexorablement sa condamnation : surpopulation croissante et appauvrissement également croissant des ressources naturelles renouvelables qui en sont le soubassement obligé (1).

Et dans sa prémisse, notre esprit fort a donc raison : notre aide agricole technique au Tiers Monde ressemble souvent furieusement à de l'eau déversée dans un panier.

La vanité de la plupart de nos efforts actuels d'assistance dans ce sens en fait foi.

Depuis des décennies, on nous annonce des réformes agraires et il n'en vient pas, des changements de mentalités et il n'en vient pas davantage.

Alors, n'allons-nous pas finir par poursuivre nos recherches et assistance agronomiques outre-mer uniquement en vertu de la devise du Taciturne : « pas nécessaire ... de réussir pour persévérer » ?

J.-P. HARROY

Professeur à l'U.L.B.
Résident général honoraire du Ruanda-Urundi.
Ancien directeur des parcs nationaux du Congo belge.
Ancien secrétaire général de l'IRSAC et de l'UICN.
Adresse : — Edificio Fabiola — Calpe — Alicante — Espagne.

(1) Certains se souviennent de ce que j'ai publié *Afrique terre qui meurt* (550 pp.) en 1944. Le livre avait été très mal accueilli à l'époque. J'étais l'«ennemi» du développement»

— Edificio Fabiola — Calpe — Alicante — Espagne